

Ernst Hillebrand

Une société de citoyens autonomes

Esquisse d'un projet social-démocrate pour le XXI^e siècle

Il y a cinquante ans, en novembre 1959, les sociaux-démocrates allemands adoptaient le programme de Bad Godesberg. Par ce programme, le SPD se mettait en harmonie avec les réalités et la sensibilité de la société allemande d'après guerre, et parvenait à développer une vision d'une société moderne, démocratique et socialement apaisée. Bad Godesberg jetait les bases de la conquête du pouvoir à Bonn, dix ans plus tard, mais constituait également un point de repère important pour le renouvellement programmatique d'autres « partis ouvriers » d'Europe occidentale.

Un demi-siècle après, le moment semble venu de renouveler l'expérience. Partout en Europe, le centre gauche est sur la défensive. Tirailé entre traditions sociales-démocrates et réformes d'inspiration néo-libérale, son projet est devenu illisible. Les efforts déployés par les partis pour s'ouvrir à de nouvelles catégories d'électeurs n'ont guère donné de résultats durables. En même temps, ils leur ont fait perdre

des pans importants de leur électorat traditionnel. Parallèlement, les mutations sociales et culturelles, ainsi que les conséquences de la mondialisation et de l'intégration européenne ont durablement modifié, voire miné, les fondements mêmes d'une politique de gauche.

Les réflexions suivantes vont donc se focaliser sur cinq domaines, autour desquels devrait, de l'avis de l'auteur, s'articuler le renouvellement programmatique de la gauche européenne : la répartition des richesses au sein de la société et les objectifs de l'intervention de l'État, les fondements sociétaux de la solidarité, le rôle futur de l'État, la vision de l'homme et de la société que la social-démocratie véhicule, et l'avenir de la participation démocratique. Il existe naturellement d'autres sujets importants, au premier rang desquels on trouve la question de la réconciliation entre la civilisation industrielle et la préservation de l'environnement naturel de notre planète. Toutefois, « l'impératif écologique » va contraindre *toutes* les tendances politiques à

Ernst Hillebrand est directeur du bureau parisien de la fondation Friedrich-Ebert. Dans *Le Débat* : « L'incontournable réorientation de la gauche européenne » (n° 151, septembre-octobre 2008).

intégrer l'environnement dans leurs stratégies et propositions comme une dimension transversale. La question devrait donc perdre rapidement son importance comme marqueur idéologique. En outre, sur cette question comme sur celle de l'égalité des sexes ou en matière de résolution des problèmes globaux, le centre gauche a toujours une longueur d'avance sur le programme de ses principaux concurrents de droite. Il s'agit maintenant d'adapter aussi d'autres éléments de son offre politique aux réalités contemporaines, et d'élaborer une vision authentiquement progressive pour les sociétés européennes du XXI^e siècle.

Le retour de la question de la répartition des richesses

Le fossé social croissant est le problème socio-économique le plus urgent auquel le centre gauche doit s'atteler. La tendance est la même partout dans le monde développé : « Depuis le milieu des années 1980 au moins, mais plus vraisemblablement depuis le milieu des années 1970, on a assisté à une aggravation continue de l'inégalité des revenus¹. » Les classes « moyennes » sont autant touchées par cette évolution que les couches populaires. La répartition des richesses est encore plus injuste : les grands gagnants forment une catégorie très fermée de super riches, qui ont vu leurs revenus et leur patrimoine augmenter énormément, et dont les capitaux excédentaires ont alimenté la bulle spéculative des marchés financiers internationaux ces dernières années.

Au vu d'une telle évolution, il semble indispensable de réorienter les politiques économiques, fiscales et de l'emploi prônées par le

centre gauche. La célèbre phrase de Peter Mandelson à propos d'un New Labour décomplexé, qui ne s'émouvait pas que certaines personnes deviennent affreusement riches – « *we are utterly relaxed about some people getting filthy rich* » –, n'est définitivement plus d'actualité. Aussi, dans sa version sociale-démocrate, la théorie du « *trickle down* » n'a pas fonctionné. La question de la répartition des richesses produites entre le capital et le travail doit d'urgence reprendre sa place au cœur du débat politique. L'objectif principal des forces progressistes ne devrait pas consister à atténuer *ex post* la pauvreté par l'action sociale, mais plutôt à intervenir en amont et à éviter l'émergence de cette pauvreté par une meilleure répartition de la valeur ajoutée dans la sphère de production.

C'est pourtant exactement le contraire qui s'est produit au cours des dernières années. La question de la distribution de la richesse restait largement exclue des réflexions de la gauche réformatrice. Au lieu de cela, le débat sur les instruments d'une politique de gauche s'est porté essentiellement sur les moyens de l'action sociale – depuis le rôle de responsabilisation de chacun par l'État dans le cadre d'une « politique sociale activante » jusqu'aux leçons du « modèle scandinave ». Pourtant, le débat sur la « politique sociale activante » est un bon exemple pour les impondérables de la politique à « l'ère des effets collatéraux » (Ulrich Beck). Les conséquences inattendues de cette politique ont vraisemblablement largement dépassé les effets désirés. L'assouplissement de la législation du travail, la baisse des prestations sociales et l'accroissement de la pression exercée sur les chômeurs pour

1. OECD, « Growing Unequal? : Income Distribution and Poverty », in *OECD Countries*, Synthèse allemande, 2008, p. 2.

qu'ils acceptent des emplois même moins qualifiés ont, dans le contexte d'un chômage de masse endémique, créé une pression considérable sur les salaires et les conditions de travail. Les organisations syndicales, affaiblies partout en Europe, n'ont pas trouvé grand-chose à opposer à cette pression. Dans les segments inférieurs du marché de travail, il en résulte une nécessité croissante de transferts sociaux afin de compléter des salaires stagnants et insuffisants. L'accumulation supplémentaire de richesse privée côté employeurs est financée par la collectivité sous forme de subventions aux salariés sous-rémunérés. « *We are running to stand still* » : c'est ainsi que décrivait récemment un proche conseiller de Gordon Brown l'évolution sociale en Grande-Bretagne. Les mutations de l'économie réelle sont telles que même les efforts sociaux considérables déployés par les gouvernements travaillistes depuis 1997 ont seulement permis d'éviter une détérioration de la situation sociale dans le pays.

Naturellement, dans les économies de marché, le partage de la valeur ajoutée entre les salariés et le capital constitue un problème sur lequel la politique a peu d'influence directe. En plus, la mondialisation, l'intégration européenne, le chômage de masse structurel et les effets de l'immigration ont considérablement réduit l'efficacité des interventions de l'État (mais aussi des stratégies syndicales) dans ce domaine. Pourtant, les marges de manœuvre politiques existent. Extension des droits de codétermination des salariés, renforcement de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, création et hausse des salaires minimums, re-réglementation du marché du travail, renforcement des droits des salariés et des syndicats, mise en place d'une politique salariale offensive dans le service public, pour augmenter la pression sur le secteur

privé, augmentation des impôts sur les bénéficiaires, les revenus exceptionnels et les successions – les approches possibles d'un véritable *stakeholder capitalism*, un modèle de capitalisme qui profite à tous les acteurs concernés, sont nombreuses. L'objectif doit être de revenir en arrière sur la redistribution des revenus en faveur des bénéficiaires et des grandes fortunes qui a caractérisé les dernières décennies, de lutter contre le découplage des salaires de l'évolution de la productivité, et de soulager les systèmes sociaux de la subvention aux revenus du travail insuffisants. Les marges de manœuvre pour une telle politique de redistribution à l'intérieur de la sphère économique sont énormes : sur les 202 milliards d'euros dont le revenu national de l'Allemagne a augmenté entre 2001 et 2006, 85 % sont allés aux revenus des entreprises et du capital, et seulement 15 % aux 34 millions de salariés du pays².

La politique sociale à l'ère du recul de la solidarité

L'État social redistributif est au cœur du projet politique du centre gauche : ici se concrétise cette valeur fondatrice de la social-démocratie qu'est la solidarité. Hélas, bien des éléments semblent indiquer qu'au cours des dernières années le concept de « solidarité » a évolué, voire perdu en popularité. Cette évolution est le résultat de mutations sociales profondes : la disparition des identités de classes issues de l'ère industrielle et l'émergence d'une nouvelle diver-

2. Heinz J. Bontrup, *Keynes wollte den Kapitalismus retten*, Berlin, Friedrich-Ebert-Stiftung, Internationale Politikanalyse, 2006, p. 15.

sité de groupes et milieux socioprofessionnels ; l'importance croissante d'une culture narcissique des « petites différences » et des identités subculturelles ; le rôle accru des modèles identitaires fondés sur la place des individus dans le processus de consommation, et non plus celui de la production. La dissolution des frontières entre les économies nationales, destinée à favoriser la mobilité des capitaux, des marchandises et de la main-d'œuvre (au moins au sein de l'Union européenne), a entraîné l'apparition d'une nouvelle hiérarchie économique et sociale. Cette évolution a créé un nouveau fossé sociopolitique entre « cosmopolites », partisans d'une abolition des frontières, et « communautaristes », qui y sont opposés. Ce fossé traverse toute la base électorale du centre gauche³. À cela s'ajoute une diversité ethnique, culturelle et religieuse qui s'est accrue de façon exponentielle avec l'immigration, mettant en contact dans le quotidien des valeurs, des codes de comportement et des habitus culturels extrêmement différents. Il apparaît en conséquence de plus en plus artificiel de parler d'une « culture commune », ou même seulement des « valeurs communes » à la population d'un pays. « Ce qui fait problème dans la notion de société postindustrielle », disait Daniel Cohen il y a déjà quelques années, « ce n'est pas le mot "postindustriel" mais le mot "société". »

Une question fondamentale pour l'avenir du centre gauche est de savoir quel degré d'adhésion peuvent encore susciter des projets politiques « solidaires » dans de telles circonstances. Les comportements spontanés que l'on observe dans les segments sociaux confrontés à la crainte d'un déclassement social et d'une perte de statut n'ont souvent pas pour fondement la « solidarité » et la coopération (c'est-à-dire l'action politique commune avec les défavorisés, véritables ou supposés), mais la volonté de se démarquer cultu-

rellement et géographiquement des pauvres et « à fuir la contagion morale de l'*underclass* »⁴. Cette *underclass* se définit d'ailleurs de plus en plus par des critères ethniques et religieux, comme une part non négligeable du problème de la pauvreté en Europe occidentale est le résultat des processus d'immigration⁵.

Toutefois, la politique a aussi sa part de responsabilité dans l'affaiblissement du sentiment de solidarité. L'exonération croissante des revenus du capital et des entreprises du financement des systèmes sociaux, le plafonnement des impôts et contributions mis en place dans de nombreux pays pour les hauts et très hauts revenus et la tolérance assumée pour l'évasion fiscale des *happy few* ont mené à la concentration croissante de la charge du financement du système social à un segment de plus en plus étroit de « salariés moyens »⁶. La « solidarité » consiste,

3. Hans-Peter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier et Timotheos Frey, « Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, 45 (6), 2005, pp. 921-956, et, pour l'Allemagne, Gero Neugebauer, *Politische Milieus in Deutschland. Die Studie der Friedrich-Ebert-Stiftung*, Berlin et Bonn, J. H. W. Dietz Nachf, 2006.

4. François Dubet, *Le Travail des sociétés*, Éd. du Seuil, 2009, p. 68.

5. À en croire les calculs de l'Institut d'études de l'économie et de la société du Pr Miegel (Institut für Wirtschaft und Gesellschaft, Bonn), l'augmentation du nombre de personnes à bas revenus en Allemagne depuis 1996 est imputable pour les trois quarts à l'immigration. En 2006, la part des personnes à bas revenus était d'environ 44 % chez les personnes issues de l'immigration, contre seulement 20 % chez les populations « d'origine ». Cf. Meinhard Miegel, Stefanie Wahl et Martin Schulte, *Von Verlierern und Gewinnern. Die Einkommensentwicklung ausgewählter Bevölkerungsgruppen in Deutschland*, Bonn, Institut für Wirtschaft und Gesellschaft, juin 2008.

6. C'est dans ce domaine qu'il faudra chercher dans les prochaines années le cœur de stratégie des « nouveaux » conservateurs à la Cameron, Merkel et Sarkozy face à l'État social. L'attitude ne consistera plus en une attaque frontale « néo-libérale » contre l'État social, mais plutôt en une politique préservant les grands piliers de l'État-providence, tout en cherchant à exonérer le plus largement possible de son financement la clientèle électorale des partis de droite.

Ernst Hillebrand
Une société
de citoyens autonomes

pour utiliser une formule de Marcel Gauchet, de plus en plus en un système où l'on « fait payer les moyens pauvres pour les très pauvres⁷ ».

Dans ce contexte de sociétés de faible cohésion sociale, les réformes des systèmes sociaux des dernières années, entamées par des gouvernements de gauche comme de droite, ont probablement eu des effets destructeurs supplémentaires. Ces réformes d'inspiration bien « beveridgienne » ont mis l'accent surtout sur la réduction de la misère absolue et de l'indigence. Parallèlement, suivant la logique d'une « politique sociale activante », les prestations sociales générales ont été relativisées ou, dans plusieurs cas, revues à la baisse. L'estompement des différences qui en découle entre les droits des cotisants et des non-cotisants va à l'encontre d'une notion élémentaire de l'équité, mais aussi à l'encontre de la logique de démarcation sociale, qui caractérise de plus en plus le comportement quotidien de la société. Les prestations sociales reçues sans cotisations (préalables) sont très mal perçues. Richard Sennett parle dans ce contexte de la « haine que les sociétés modernes portent au parasitisme ». « Plus encore que le gaspillage, la société craint – que ce soit à tort ou à raison – d'être saignée à blanc par des revendications injustifiées⁸. »

« *Liberty dies by inches* », « la liberté meurt à petit feu », dit-on si pertinemment. Il en va vraisemblablement de même de la solidarité : dans tous ces processus, il ne s'agit pas d'une disparition totale de la solidarité, mais plutôt d'un recul graduel, à petits pas. À terme, cela mine aussi l'acceptation du projet politique de la gauche. Il n'existe pas de réponse simple à ce problème : François Dubet explique que « les difficultés de l'État-providence, des institutions, des appareils politiques et syndicaux procèdent de la décomposition d'un modèle d'intégration,

de la fin d'un récit de la solidarité dont le retour supposerait que le monde cesse de tourner⁹... ». Il y a plus de dix ans déjà, Jürgen Habermas expliquait dans *Die Einbeziehung des Anderen* (L'intégration républicaine : essais de théorie politique) que l'affaiblissement des États-nations en Europe, combiné à la fragmentation des identités collectives, constituait un problème politique fondamental pour la gauche. La référence à des communautés nationales « construites » avait créé dans l'« identité nationale » le substrat culturel dont avait besoin l'idée de solidarité pour pouvoir trouver son expression politique. On ne reviendra pas à ce fondement social d'une solidarité traditionnelle « inconditionnelle », fondée sur une identité partagée. Les dimensions supplémentaires de l'hétérogénéité, créées par l'immigration et une politique « multiculturaliste », ne faciliteront certainement pas non plus la préservation d'un État social traditionnel en Europe : pour le Wissenschaftszentrum de Berlin, « la question, décisive pour le destin de l'Europe, de savoir dans quelle mesure les sociétés d'immigration pourront aussi demeurer des États-providence, reste jusqu'ici sans réponse¹⁰ ». Difficile de dire aujourd'hui quelle importance revêtira effectivement cet aspect à longue échéance. La gauche européenne est toutefois avertie de ne pas sous-estimer cette question. Norman Birnbaum explique que le problème des *race relations* était une des raisons principales de l'échec des tentatives des Démocrates d'appro-

7. Marcel Gauchet et Michel Winock, « Une année de sarkozysme », *Le Débat*, n° 151, septembre-octobre 2008.

8. Richard Sennett, *Respect : de la dignité dans un monde d'inégalité*, Albin Michel, 2003 ; rééd., Hachette Littératures, 2005 ; trad. en all., Berlin, Berliner Taschenbuch Verlag, 2004, p. 83.

9. Fr. Dubet, *Le Travail des sociétés*, op. cit., p. 131.

10. <http://www.wzb.eu/zkd/mit>; voir sur ce sujet les divers articles de David Goodhart dans *Prospect Magazine* et *The Guardian*.

fondir l'État-providence aux États-Unis dans les années 1960 et 1970¹¹.

Pour l'instant, la gauche européenne peut encore s'appuyer sur un consensus solide autour du concept de l'État-providence. Mais il devient de plus en plus nécessaire – les résultats électoraux des dernières années ne laissent guère de doute à ce sujet – que les partis de gauche interprètent plus correctement les réalités de sociétés hétérogènes et y adaptent leur conception de l'État social. Les expériences scandinaves démontrent que l'État-providence gagne de la légitimité lorsqu'un maximum de « citoyens ordinaires » – c'est-à-dire en particulier aussi les contribuables et les cotisants – bénéficient de ses services et des prestations, et lorsqu'ils voient clairement les efforts entrepris pour limiter les abus. Il semble donc important de tendre à l'application systématique du principe de l'équité (*fairness*) dans les systèmes sociaux. Cela implique surtout d'empêcher les abus et le *free-riding* et de (r)établir une relation plus nette entre le niveau des contributions et cotisations des individus et le niveau de prestations qu'ils reçoivent¹². Il faudrait, dans ce contexte, garder à l'esprit les réflexions d'Axel Honneth sur le rôle que joue la quête de « reconnaissance » (*Anerkennung*) comme ressort du comportement humain¹³. Le besoin, très marqué dans les sociétés capitalistes, de « reconnaissance des efforts » (*Leistungsanerkennung*) implique de tenir compte aussi dans les systèmes sociaux de la « performance » des individus, c'est-à-dire de la qualité de leurs contributions au système social et sa reproduction. Dans les débats actuels sur l'État-providence, ce « principe de performance » est toutefois de plus en plus mis en concurrence avec un autre principe – celui du droit universel à une protection sociale de base pour tous les membres de la société, indépendamment de leurs contributions

individuelles¹⁴. Il est vraisemblable que, dans des sociétés marquées par une hétérogénéité croissante, l'importance grandissante de ce principe « universaliste » contribue à la crise de popularité des mécanismes de solidarité. D'un point de vue politique, il semble donc indiqué de replacer la « reconnaissance du mérite » au cœur de la logique de fonctionnement de l'État-providence, l'immunisant ainsi contre les conséquences de l'affaiblissement rampant de la cohésion sociale.

Un État actif, et pas seulement activateur

L'un des défis auxquels est confronté le centre gauche, c'est de redéfinir son rapport à l'État, et d'expliquer clairement aux électeurs comment il compte à l'avenir utiliser les moyens d'action de l'État. De ce point de vue, les dernières années ont été caractérisées par un certain scepticisme : le discours néo-libéral selon lequel

11. Selon Birnbaum, la question de la justice économique a disparu de l'ordre du jour politique aux États-Unis, notamment parce que de nombreux électeurs démocrates « voyaient dans l'idée d'une solidarité sociale le risque implicite d'avoir à assumer la charge de fainéants – qui seraient de surcroît majoritairement noirs » (Norman Birnbaum, *Nach dem Fortschritt*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2003, p. 403). Dans ce sens, voir aussi Alberto Alesina, Edward Glaser et Bruce Sacerdoce, *Why doesn't the USA have a European Type Welfare State?*, Harvard Institute for Economic Research, Cambridge (Massachusetts), novembre 2001.

12. Voir aussi l'interview de l'économiste autrichien Ernst Fehr dans *ZEIT Magazin*, n° 31, 23 juillet 2009 ; Ernst Fehr et Helen Bernhard, « Urs Fischbacher, Group Affiliation and Altruistic Norm Enforcement », *The American Economic Review*, n° 2, 2006, pp. 217-221.

13. Sur ce point, voir Axel Honneth, *Kampf um Anerkennung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1994 ; trad. fr. par Pierre Rusch, *La Lutte pour la reconnaissance*, Cerf, 2000.

14. Voir Axel Honneth dans Nancy Fraser (éd.), *Umverteilung oder Anerkennung?*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2003, p. 177 et suiv.

le principal problème des économies et des sociétés occidentales était la « défaillance de l'État » a marqué les esprits jusqu'au sein des partis de centre gauche. La conséquence fut la vision spécifique du rôle d'un État de la « troisième voie » : l'État y était conçu de moins en moins comme acteur direct dans la production des biens publics et des résultats politiques souhaités. Il confie plutôt, dans la mesure du possible, leur mise en œuvre et leur réalisation aux forces, supposées beaucoup plus efficaces, du marché et de la « société civile¹⁵ ». Par le truchement de la privatisation à tous les niveaux, l'État s'est retiré de la production de biens et de services. Cette frénésie de la privatisation n'était évidemment pas un monopole de la troisième voie. Elle a plutôt marqué – comme le montre aussi l'exemple du gouvernement Jospin – la pensée de toute la gauche technocratique de la « vague rose » des années 1990.

La crise actuelle du capitalisme financier devrait, au moins pour l'instant, avoir sonné le glas de l'idée selon laquelle la défaillance de l'État est le seul véritable problème des économies occidentales. « *The mother of all meltdowns* » (Martin Wolf) a bien eu lieu, et nous supporterons encore longtemps les coûts du sauvetage du secteur bancaire. Après vingt années de privatisations, on s'aperçoit aujourd'hui que leur bilan est, au mieux, mitigé. La substitution de monopoles (ou oligopoles) privés aux monopoles publics n'a pas nécessairement conduit à une amélioration de la qualité des services, ni de leur rapport qualité-prix ; les voyageurs des trains britanniques peuvent en témoigner aussi bien que les clients allemands des fournisseurs d'électricité. Dans de nombreux cas, la privatisation s'est accompagnée d'une détérioration des salaires et des conditions de travail, d'une précarisation des contrats de travail, de suppressions d'em-

ploi assujettis aux cotisations sociales et de réductions des effectifs¹⁶. Les instances de contrôle de l'État se sont souvent montrées bien en peine de garantir la concurrence et la fourniture d'un service de base sur l'ensemble du territoire. Il est beaucoup plus difficile d'imposer le respect de critères environnementaux aux entreprises privées qu'à des entreprises détenues par les pouvoirs publics, surtout à l'échelon des communes.

Avec le retour en fanfare de la « défaillance du marché » se pose à nouveau la question du rôle de l'État. La gauche doit saisir cet instant pour présenter un projet moderne d'un État actif : un État qui se donne les moyens de poursuivre l'intérêt général le plus efficacement possible. Cette proposition d'un État actif doit aussi et surtout s'adresser aux « citoyens moyens » qui financent au travers de leurs impôts et cotisations l'État et ses services. Mission et priorités d'un État actif doivent être définies concrètement au plan local et au plan national, en dépassant les limites du rôle habituellement assigné à l'État moderne : éducation, santé, infrastructures, recherche, minima sociaux. Cela peut aller de la construction de logements (sociaux), en passant par la création de structures d'autopartage dans les grandes agglomérations urbaines, jusqu'au soutien aux coopératives ou aux efforts soutenus pour sécuriser l'Internet contre le cybercrime et les velléités de contrôle et de supervision des grands opérateurs. L'État garantissant ainsi une « liberté de mouvement » et le droit à une sphère privée aussi dans un cyberspace qui est considéré par un nombre croissant de citoyens, surtout les jeunes, comme un espace social de tout

15. Bill Blackwater, « Utopianism, Liberalism and the Left », *Renewal*, n° 117, mai 2009.

16. Dierk Hirschel, « Die Bilanz der Privatisierung », *WSI-Mitteilungen*, mai 2009, pp. 281-282.

premier ordre. La demande croissante de services à la personne, dans nos sociétés vieillissantes, offre d'importants potentiels de développement pour les services publics. Par rapport à l'ampleur des prestations fournies par le secteur public dans les pays scandinaves, on est loin d'avoir épuisé tous les potentiels existants dans la plupart des pays d'Europe occidentale. En créant ou en préservant des emplois assujettis aux cotisations sociales, en payant des salaires décents et en renonçant au travail temporaire et aux emplois précaires, l'État peut parvenir à fixer de nouvelles normes dans le secteur de l'emploi où la spirale descendante des conditions de travail et des salaires a été la plus forte : le secteur des services.

Tout cela n'est pas un plaidoyer pour la création à tout prix d'entreprises d'État ou d'une expansion forcée du secteur public. Les expériences passées ont montré des résultats par trop mitigés en la matière. Il faut simplement lever les tabous et redonner aux entreprises publiques leur place légitime dans la caisse à outils des politiques de gauche. Ce qui serait vraisemblablement beaucoup plus important, c'est que la politique de gauche prenne à nouveau bien plus au sérieux la question des coopératives et de l'économie sociale (sans but lucratif)¹⁷. Entre l'État et les profits, il existe une troisième option, qui offre un potentiel considérable à une action économique écologique, sociale et humaine.

Par-delà l'économisme :
qu'est-ce qu'une bonne société ?

Selon le philosophe italien Raffaele Simone, la gauche sera pour longtemps minoritaire en Occident, parce que son idéologie du renon-

cement et du partage est en contradiction avec l'idéologie dominante de la société de consommation. Selon lui, l'avenir appartient plutôt au « monstre doux » d'un capitalisme hédoniste et pseudo-démocratique, dont l'expression la plus aboutie est le règne de Silvio Berlusconi¹⁸. Ce qui est exact dans cette thèse, c'est que, dans l'ère du consumérisme, l'identité sociale se définit de plus en plus par le rôle des individus dans le processus de consommation, et non plus dans celui de la production. Le degré d'appartenance à la société et le statut social se mesurent au degré de participation à une consommation « normale », telle qu'elle est véhiculée par les *mass media* et la publicité, et dont les objets sont réinventés en permanence. La promesse du consumérisme, selon Zygmunt Bauman, n'est ni plus ni moins que le « bonheur » : « La société de consommation est peut-être la seule société de l'histoire humaine à promettre le bonheur sur terre, le bonheur ici et maintenant et à tout moment ; en bref, un bonheur de chaque instant et toujours durable¹⁹. »

Les difficultés que pose le consumérisme à la social-démocratie ne résultent pourtant pas, comme le suppose Simone, de ce qu'elle opposerait à la société de consommation une idéologie morne du renoncement ou qu'elle chercherait en quelque sorte à libérer les hommes de la corvée hédoniste de la consommation statutaire. Le problème réside plutôt dans le fait que le centre gauche a, pour l'essentiel, repris la vision unidimensionnelle de l'homme et de la société véhiculée par le consumérisme. Dans cette

17. Christian Rickens, « Genossen, gründet Genossenschaften », *Berliner Republik*, avril 2009.

18. Raffaele Simone, « Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche », *Le Débat*, n° 156, septembre-octobre 2009.

19. Zygmunt Bauman, *Consuming Life*, Cambridge, Polity Press, 2007, p. 44.

logique, le progrès technique et les gains de productivité ne sont pas conçus comme des instruments pour la conquête des degrés supplémentaires de liberté et pour l'émancipation des hommes des contraintes de la satisfaction de leurs besoins matériels ; ils ne sont que les moyens de parvenir à l'augmentation continue de la performance économique, c'est-à-dire de la consommation de biens matériels. Il suffit de lire une seule des « *budgets speeches* » de Gordon Brown de la décennie passée pour se rendre compte à quel degré la « croissance » est devenue le concept fétiche d'un centre gauche qui continue de mesurer le « progrès » de la société avant tout en catégories économiques²⁰.

Prisonnière de la pensée unique économiste, la gauche technocratique des années 1990 ne s'est presque pas intéressée aux questions de qualité de vie et de bien-être psychique. Qu'est-ce qui fait le bonheur et la satisfaction des êtres humains ? Qu'est-ce qu'une « bonne vie » et que requiert-elle de la société ? Voilà des questions que la gauche n'a plus posées depuis longtemps. Les parts d'ombre du turbo-capitalisme et de ce que Bauman appelle la « modernité liquide²¹ » – instabilité et précarisation des conditions de vie, crainte permanente de déclassement et de perte de statut social jusque chez les classes moyennes, pertes de repères et d'identité, intensification du travail et pression croissante sur le lieu de travail, stress et peur d'être dépassé, hausse de la consommation de drogues et de psychotropes – ont rarement été reconnues, ni fait l'objet d'efforts politiques soutenus.

C'est d'autant plus décevant que toute une série d'études – notamment les travaux de Richard Layard – ont établi que la richesse matérielle seule ne fait pas le bonheur. Au-delà d'un niveau de consommation dépassé depuis longtemps en Europe occidentale, les conditions du bonheur

individuel sont relativement indépendantes de l'accumulation de biens matériels et financiers : consommer ne rend pas heureux. En revanche, elles dépendent fortement du sentiment de recevoir une *juste part* de la production matérielle : l'injustice rend malheureux²². Des emplois sûrs, la santé physique et psychique, des relations sociales génératrices d'appartenance, une vision du monde qui lui donne un sens, un environnement intact et une société de liberté, tels sont selon des études empiriques les facteurs essentiels du bonheur et de la satisfaction humains²³. Même avec de la bonne volonté, on ne peut pas dire que la gauche au pouvoir se soit beaucoup démenée sur tous ces sujets au cours des dernières années. Vus sous cet angle, les réformes du marché du travail, la déréglementation et les discours sur la flexibilité n'ont pas nécessairement contribué au bien-être de la société. Il en va de même d'autres éléments du consensus des élites libérales (de gauche). Quelles conclusions, par exemple, la gauche a-t-elle tirées des recherches de Robert Putnam sur les effets de la diversité ethnique ? Putnam a été forcé de constater (non sans grincements de dents) que la confiance, le capital social et les contacts humains sont d'autant plus faibles que la diversité ethnique est grande. Les communautés hétérogènes au plan ethnique sont dominées par une « anomie » de l'isolement social, qui a des effets négatifs sur tous les domaines de la vie. Selon Putnam, la diversité ethnique produit « un moindre degré de bon-

20. Dominique Méda, « Quel progrès faut-il mesurer ? », *Esprit*, juin 2009.

21. Zygmunt Bauman, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press, 2000.

22. Richard Layard, « Happiness is back », *Prospect Magazine*, n° 108, mars 2005.

23. Rolf Haubl, « Wahres Glück im Waren-Glück ? », *APuZ*, n° 32, 2009, pp. 3-8.

heur et la perception d'une moindre qualité de vie²⁴».

La liste des sujets que la social-démocratie européenne n'a pas abordés toutes ces dernières années est longue. Ce déficit de créativité politique et intellectuelle se révèle de plus en plus problématique. Car, au fond, il faudrait opposer à la promesse du bonheur du consumérisme une vision de société alternative : une société d'individus émancipés et autonomes, disposant du temps et des ressources nécessaires pour réaliser leurs conceptions d'une vie « bien » remplie. Le droit des hommes à une « *pursuit of happiness* », la « recherche du bonheur » inscrite dans la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, est l'un des principes politiques les plus formidables jamais formulés. La concurrence entre les visions politiques à l'ère post-productiviste devra porter précisément sur ce point : quel projet – le consumérisme ou une société de citoyens égaux et autonomes – est le plus capable de créer les conditions du bonheur humain (et d'une société écologiquement durable) ?

Approfondir la participation démocratique

Le vide programmatique le plus étonnant dans le discours du centre gauche est sans aucun doute son grand silence sur la crise de légitimité de la démocratie représentative. Sondages après sondages confirment que seule une minorité de citoyens considère encore que les procédures de participation politique existantes permettent d'influer de façon déterminante sur les choix politiques et l'action de l'État. C'est l'électorat du centre gauche qui est particulièrement sceptique : selon un sondage de mai 2009, 0 % – oui,

zéro pour cent – des ouvriers en Allemagne considèrent qu'ils peuvent, par leur vote, exercer une influence notable sur les décisions politiques²⁵.

Cette crise de confiance de la démocratie représentative s'est amplifiée au cours des dernières années. La création du système politique de l'Union européenne, et la perte de pouvoir qui en découle pour les parlements nationaux, régionaux et locaux, a vraisemblablement accéléré ce processus. Ce qui semble toutefois plus important, ce sont les processus que Colin Crouch résume sous le terme de « post-démocratie » : la perte d'importance et d'influence des grandes institutions de la société civile, comme les Églises et les syndicats, qui ont constitué dans la période de l'après-guerre une dimension supplémentaire de représentation collective dans le parallélogramme des forces politiques ; la professionnalisation de la politique, et le rétrécissement qu'elle engendre dans les modes de recrutement et les milieux d'origine de ceux qui l'exercent ; le recul des partis populaires et de leur rôle comme instances relais de la politique vis-à-vis de la population, et leur remplacement par la communication à sens unique des *mass media* ; le détachement culturel des élites par rapport aux contextes nationaux au fur et à mesure de l'émergence d'une idéologie d'élites transnationale²⁶. Bien sûr, le tableau que dresse Crouch est partial ; la vision d'un « moment démocratique » idéal dans les sociétés d'après guerre paraît un peu surprenante, étant donné le rôle subalterne auquel étaient alors confinées les

24. Robert Putnam, « *E Pluribus Unum* : Diversity and Community in the Twenty-First Century », *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, n° 2, 2007, p. 150.

25. Sondage Forsa des 19 et 20 mai 2009 pour le magazine *Stern*.

26. Colin Crouch, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity Press, 2004.

femmes, le peu de contrôle démocratique exercé à l'époque sur les institutions de l'État et la discrimination des minorités sexuelles et culturelles. Souhaitons-nous vraiment revenir aux années 1950 ? Pour autant, nombre des observations faites par Crouch conservent leur pertinence. Les sondages et les analyses sociologiques lui donnent raison : beaucoup de personnes considèrent que leur vie est marquée par une relative impuissance, la perte de contrôle sur leur propre destinée, le sentiment d'être livrées aux forces anonymes du marché et à une politique conduite à des distances de plus en plus grandes des citoyens²⁷.

La principale réaction à la crise de légitimité des systèmes parlementaires et bureaucratiques traditionnels a été le concept de la politique délibérative, formulée de façon exemplaire par Jürgen Habermas. L'inclusion systématique du savoir technique et spécialisé de la société dans les « cercles concentriques » du système politique constitue évidemment un progrès. Cette évolution n'a toutefois rien changé au déficit de représentativité sociale de ce système. Au contraire : elle a plutôt encore amplifié l'exclusion des « citoyens ordinaires » des arènes de la négociation politique. Dans ces enceintes, d'autres intérêts mieux armés pour s'exprimer peuvent agir beaucoup plus efficacement que ne le peuvent les intérêts de la population ordinaire, moins bien agrégés et organisés. Dans son débat avec Nancy Fraser, Axel Honneth rappelle à quel point la perception des problèmes politiques dépend de la fonction de filtre des médias et de l'opinion publiée – un mécanisme qui conduit à exclure du débat public « l'essentiel de la misère quotidienne »²⁸. Parallèlement, le recours systématique aux experts pour un « gouvernement par commission » a entraîné un affaiblissement supplémentaire du rôle des parlements.

Il faut simplement se demander si une telle démocratie de « basse intensité » est encore adaptée aux sociétés du XXI^e siècle. Tout indique le contraire : le niveau d'éducation et de connaissance de la population, le caractère de la politique et de ses décisions à l'ère de la modernité « réflexive », les revendications croissantes de participation des citoyens, le discours sociétal dominant et la « désacralisation » de la politique à l'époque des *mass media* et de la « pipolisation » du métier. Jamais les hommes n'ont été aussi bien éduqués et informés qu'aujourd'hui : en France, la part des bacheliers parmi les jeunes adultes se situe au-dessus de 60 %, en Allemagne elle est passée de 5 % en 1945 à plus de 45 % en 2008. Jamais les informations n'ont été aussi abondantes et accessibles qu'à l'ère de l'Internet. Avec les réseaux de communication du web 2.0, des nouveaux modes d'échange d'information et de formation de l'opinion publique voient le jour, qui échappent largement au pouvoir de contrôle idéologique des *mass media* et des grands groupes de presse. Dès le milieu des années 1990, le politologue américain James Rosenau parlait d'une « *society of the smart people* » (« société des gens intelligents »). Les doutes sur la démocratie représentative expriment vraisemblablement aussi une frustration de ces « gens intelligents » qui constatent que leurs ambitions de participation politique sont encore largement cantonnées aux domaines qu'Ulrich Beck qualifiait à l'époque de « sous-politique » (*Sub-Politik*)²⁹. Ce déni de partici-

27. Richard Sennett, *The Culture of the New Capitalism*, Londres, Yale University Press, 2006.

28. A. Honneth dans N. Fraser (éd.), *Umverteilung oder Anerkennung ?*, op. cit., p. 140 et suiv. ; Honneth se réfère ici explicitement aussi aux conclusions de Pierre Bourdieu dans *La Misère du monde*, 1993.

29. Ulrich Beck, *Die Erfindung des Politischen*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1993.

pation politique persistante va aussi à l'encontre d'une des évolutions idéologiques majeures des dernières décennies. Il s'agit de l'individualisation et de l'émergence d'un nouveau paradigme de subjectivité dominant. Dans ce paradigme de l'individu « autogestionnaire », les hommes sont exhortés en permanence à travailler à la réalisation de leurs potentiels personnels. Pourquoi une société, profondément influencée par la conception d'un homme guidé « dans tous les aspects de sa vie par un esprit d'entrepreneur », devrait-elle justement dans le domaine politique renoncer à l'activation des capacités d'autogestion des individus³⁰ ?

La seule forme de démocratie adéquate pour la « société des gens intelligents » du ^{xxi}e siècle est celle qui étend massivement l'espace de participation des citoyens³¹. Le renforcement de la démocratie directe – aux plans local, régional et national – doit constituer à cet égard un aspect central. Les formes possibles sont nombreuses : référendums et initiatives législatives populaires (comme en Suisse et en Californie), référendums sur des décisions politiques précises, possibilité de révoquer le titulaire d'une fonction ou d'un mandat par des majorités qualifiées (« recall »), vote direct de budgets cadres à tous les échelons de l'administration et – comme c'est déjà une pratique courante dans divers pays – établissement direct des budgets des villes et des communes. Il s'agit d'opérer un saut quantique pour la participation démocratique : de passer du vote pour des personnes au vote sur les contenus de la politique eux-mêmes³². Outre ces éléments de démocratie directe, on peut imaginer quantité d'autres mesures pour remédier à la sclérotisation rampante de la démocratie représentative. En 2005, Philippe Schmitter a rédigé pour le Conseil de l'Europe un « livre vert » sur l'avenir de la démocratie en Europe, qui contient un

grand nombre de propositions de ce genre : du droit de vote des enfants (exercé par les parents), en passant par les jurys citoyens délibérant sur des projets de loi importants, l'élection au suffrage universel direct à certaines fonctions publiques jusqu'à la mise en place de coupons fiscaux pour les électeurs (avec lesquels ils peuvent décider de l'attribution de subventions à des organisations de la société civile), les approches envisageables sont multiples. Elles mériteraient d'être testées et pourraient redonner à nos démocraties vieillissantes un surcroît de dynamisme³³.



Un projet social-démocrate renouvelé doit opposer à la vision néo-libérale de l'*homo oeconomicus* une vision progressiste d'un citoyen autonome et autodéterminé. Cette ambition doit couvrir toutes les facettes de l'existence des personnes – comme citoyen politique, acteur économique, personne privée et consommateur. Une telle stratégie d'*empowerment* systématique doit intégrer à la fois le renforcement de la participation politique par la démocratie directe, l'amélioration de la situation économique des travailleurs, le renforcement des droits des

30. Ulrich Bröckling, *Das unternehmerische Selbst*, Frankfurt-sur-le-Main, Suhrkamp, 2007.

31. Ne serait-ce que parce que, avec une organisation raisonnable, un grand nombre de personnes prend généralement des décisions plus intelligentes qu'un petit nombre. Voir James Surowiecki, *The Wisdom of the Crowds. Why the Many are Smarter than the Few*, New York, Random House, 2004.

32. Helge Batt, « Direktdemokratie im internationalen Vergleich », *APuZ*, octobre 2006, pp. 10-17.

33. Philippe C. Schmitter et Alexander H. Trechsel (éd.), *The Future of Democracy in Europe : Trends, Analyses and Reforms*, A Green Paper for the Council of Europe, Strasbourg, 2005 ; http://www.coe.int/t/e/integrated_projects/democracy/05_key_texts/02_green_paper/gp_01.asp#TopOfPage.

Ernst Hillebrand
 Une société
 de citoyens autonomes

consommateurs et l'extension des droits de codécision et d'autodétermination sur le lieu de travail. La contradiction croissante entre le « mondialisme » des élites et les demandes « communautaristes » de parts importantes de la population doit être traitée politiquement d'une manière différente que celle qui a prévalu jusqu'à maintenant. Il en va de même du fétichisme de la croissance et de ses conséquences écologiques.

Sans ces efforts d'adaptation, les partis sociaux-démocrates vont se retrouver dans une situation que l'on pourrait qualifier de « pré-godesbergienne » : potentiellement majoritaires, mais en pratique bien éloignés du pouvoir. Tout comme aujourd'hui, le rôle social de l'État et le refus d'un capitalisme débridé du *laisser-faire* faisaient l'objet d'un large consensus politique dans les années 1950. Pourtant, malgré ce « moment social-démocrate », l'Europe occidentale était dominée par les partis de droite. Ceux-ci avaient su intégrer dans leur proposition des éléments de politique sociale et de la pensée keynésienne. La gauche n'était pas en mesure d'opposer à la promesse d'une « société de prospérité » patriarcale-bourgeoise son modèle

propre de société suffisamment attractive. La question de l'anticommunisme mobilisait des réflexes antigauche jusque parmi les « couches populaires » et les travailleurs, tout comme le font aujourd'hui les sujets de l'immigration et du multiculturalisme : « Le retour de l'économie au premier plan du débat politique ne peut que temporairement cacher les tensions graves et les dilemmes encore non résolus au sein de la coalition sociale-démocrate entre les visions du monde que nous appelons "cosmopolite" et "communautariste" », écrivent sur ce point Patrick Diamond et Roger Liddle³⁴.

Ce dilemme et d'autres non résolus ne pourront être surmontés que par un travail politique et programmatique approfondi des partis de gauche. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce qu'il adviendra à long terme si cette rénovation n'a pas lieu : les organisations politiques aussi sont mortelles.

Ernst Hillebrand.

34. Patrick Diamond et Roger Liddle (éd.), *Beyond New Labour*, Londres, Politico's Publishing Ltd, 2009, p. xiv.